Section RATP
Parti Communiste Français

UNE FORCE qui défent le SERVICE PUBLIC

En direction des salariés, des usagers ou des élus, le Service Public c'est l'affaire de TOUS !

Les communistes de la RATP s'adressent aux usagers

Transports bondés, retards, pannes ...

VOUS GALÉREZ DANS LES TRANSPORTS ? VOICI POURQUOI

- **Les transports d'Ile-de-France n'ont pas assez de moyens.**
Oui, la Région a largement investi depuis 10 ans pour rattraper le retard d'investissements. Mais il manque toujours 200 millions € par an pour faire fonctionner correctement le réseau actuel.
On nous promet le Grand Paris Express ... Mais là aussi, il manque 3 milliards € pour boucler le financement du projet !
- **C'est le résultat d'un choix politique : l'austérité pour les Services publics et les collectivités.**
L'Etat n'est ainsi désengagé du financement des transports régionaux — et il ne respecte pas ses engagements : 150 millions € par an promis à la Région Ile-de-France sur 2013-2017, mais toujours pas un centime de versé !
Tout cela pour financer les cadeaux fiscaux du gouvernement au MEDEF comme le CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi) : 20 milliards € par an de cadeaux fiscaux aux entreprises, donnés sans condition, ni contrôle. De l'argent qui ne sert pas à l'emploi, mais enrichit une poignée de gros actionnaires.
- **On impose à la RATP un plan d'économies qui détruit l'emploi.**
1463 emplois nets en moins entre 2009 et 2013 ; malaise, accidents de travail, burn-out, effectifs ramenés tout leur niveau de 2002, alors que l'offre de service a augmenté de plus de 22% dans la même période ...
Par exemple : Depuis 5 ans, 500 emplois supprimés par an en moyenne à la maintenance des bus. Et 12ème des effectifs supprimés à la maintenance des équipements (comme les escaliers mécaniques).
C'est ça la « priorité à l'emploi » proclamée par le pouvoir ?
- **Ceux qui payent le prix : les usagers et les personnels.**
A force d'économies, c'est la qualité de service qui trinque. Moins de maintenance, c'est aussi dangereux pour la sécurité du transport. Et pour faire plus avec moins, on s'attaque aux conditions de travail des agents de la RATP.

L'affaire de la TVA
Les tarifs des transports franciliens ont augmenté de 3% au 1er janvier —
Mais cet argent n'ira pas aux transports. Il rapportera à l'augmentation de la TVA dans les transports perçue par les transporteurs privés, comparer dans les cadeaux faits au MEDEF comme le CICE.
Bilan : 100 millions € de recettes en moins pour les transports franciliens ?

Une économie qui coûte
Elle devait servir à financer les transports publics en faisant payer les transporteurs routiers.
Mais ils savent, le gouvernement a cédé aux patrons. Elle est devenue une taxe rapportant moins que prévu.
Ce manque à gagner de moins que prévu.

PAS DE TRANSPORTS DE QUALITÉ SANS MOYENS NOUVEAUX !

- **Allons les chercher là où ils sont : dans les profits capitalistes. Notamment en augmentant le Versement Transport.**
Le Versement Transport (VT) est une contribution versée par les employeurs, mais seulement 4,5% d'entre elles le prévoit aujourd'hui, et ses taux sont différents selon les départements.
Etendre le VT à toutes les entreprises et harmoniser son taux à 2,3% rapporterait au Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) autorité organisatrice des transports) 800 millions € par an, soit 10% d'augmentation de son budget !
Cela permettrait notamment de remplir l'engagement électoral d'instaurer un Pass Navigo unique dans toute l'Ile-de-France au prix des actuelles zones 1-2 et d'améliorer et renforcer l'offre de service.

Section PCF RATP - www.section-ratp.pcf.fr - 2, place du Colonel Fabien 75019 PARIS

HORS SÉRIE — Ça Roule! — Journal édité par la section RATP du Parti Communiste Français

JUIN 2015

Un vœu adopté par le Conseil de Paris

LES ÉLUS COMMUNISTES DÉFENDENT LE SERVICE PUBLIC DANS LES STATIONS ET LES GARES

Nous vous avions informés par tract de notre volonté de faire porter par les élus communistes les exigences d'un vrai Service Public en station et en gare.

C'est chose faite :

CONSEIL DE PARIS
Groupe Communiste-Front de Gauche

Conseil de Paris – Séance des 26, 27 et 28 mai 2015
Vœu déposé par Nicolas BONNET OULALDJ, Didier LE RESTE et les élu-e-s du groupe Communiste-Front de gauche relatif au service dans les stations du métro et les gares du RER

Les transports en commun sur le territoire parisien et en Ile-de-France jouent un rôle fondamental pour lutter contre la pollution atmosphérique, préserver l'environnement et la santé publique, et développer un modèle de société qui s'inscrive pleinement dans la transition écologique. Leur attractivité est par conséquent un enjeu majeur.

Or, ces dernières années, le service dans les stations du métro et les gares du RER est marqué par une dégradation sensible :

- La première raison en est la suppression de la vente manuelle engagée en 2009 et son remplacement par des fronts de vente automatiques. Pour l'usager, ceci s'est traduit dans les faits par un allongement notable du temps pour obtenir un titre de transport. Par ailleurs, environ 20% des usagers (notamment parmi les

SUITE AU DOS ▸▸▸

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
Section de la RATP
2, place du Colonel Fabien 75019 PARIS
www.section-ratp.pcf.fr

L'exploitation des TZen 3 et 5 enfin confiée à la RATP
UNE VICTOIRE POUR LE SERVICE PUBLIC DE TRANSPORT QUI EST AUSSI UNE LEÇON POLITIQUE
Communiqué de la section RATP du PCF

Les partisans du Service Public viennent de remporter une belle et importante victoire.

En effet, Jean-Paul HUCHON, président de la Région et du STIF, et Pierre SERNE, vice-président chargé des transports, viennent d'annoncer que l'exploitation des lignes de bus TZen 3 (Porte de Pantin – Porte de Vincennes) et TZen 5 (Grande Bibliothèque – Orsay-la-Ville) allait être confiée à la RATP.

Il s'agit d'une victoire complète qui rapporte à des dizaines de millions d'euros pour l'entreprise et l'ensemble des lignes de bus franciliens. Par ailleurs, la RATP a déjà annoncé son intention de candidater à l'exploitation de la ligne 15 Sud du Grand Paris Express.

Cette victoire est le fruit d'une bataille de longue haleine, menée par les élus communistes, les personnels et les usagers.

Elle est aussi une leçon politique.

Si la logique de concurrence s'avait emporté, elle aurait ouvert la voie à une privatisation accélérée d'une partie du réseau de bus francilien. Car dernière la future échéance (soit 40% du réseau) qui était concerné.

Le rôle de la gauche, ce n'est pas de favoriser la libéralisation des transports, c'est de la combattre et de défendre l'entreprise publique comme seulement sur nos murs des conseils pour faire vivre le Service Public.

Le défaite des idées libérales dans l'affaire du TZen est une bonne nouvelle pour les usagers du transport, pour les personnels de la RATP et pour tous ceux qui n'acceptent pas de voir les transports gérés exclusivement en fonction des profits de quelques gros actionnaires. Elle est à mettre à l'actif :

- d'abord du combat syndical mené par les organisations syndicales de la RATP qui ont alerté et mobilisé depuis plusieurs mois sur ce dossier.
- du combat politique mené par les élus communistes, tant au niveau départemental concernés qu'au niveau de la Région et du Conseil d'administration du STIF.
- enfin de la dynamique publique en cours autour du front de gauche qui, en modifiant le rapport des forces au sein du pays et au sein de la gauche, donne plus de poids à l'exigence de rompre enfin avec les dogmes libéraux qui plombent les profits financiers et à favoriser l'emploi. En second lieu les grandes surfaces commerciales, les sociétés immobilières, les compagnies d'assurance auto qui tirent toutes avantage de l'existence des réseaux de transport collectif. Cela va l'un défaut un plan de développement des transports et au moment où s'engagent avec le STIF les négociations sur le futur contrat qui entrera en vigueur au 1er janvier 2012, les communistes de la RATP en lien avec leurs élus régionaux seront particulièrement attentifs à ce que le débat sur le financement ne serve pas de prétexte pour agiguer des choix politiques qui tournent le dos aux vraies solutions d'avenir.

Parti Communiste Français – Section RATP – www.section-ratp.pcf.fr

Le projet de distribution des lettres recommandées par les agents de station du métro « suspendu »

LA MOBILISATION POUR LE SERVICE PUBLIC A PAYÉ

Il y a trois mois, le PCF alertait sur le danger d'un projet commun aux directions de la Poste et de la RATP : confier à des agents de station du métro la distribution de lettres recommandées. Un projet initié en réalité depuis 2009 à la station Simplon et qu'il était question d'étendre à 10 autres stations ... pour commencer.

Sous couvert d'offrir aux usagers un nouveau service, cette opération masquait en réalité des choix stratégiques convergents allant à l'encontre du Service Public.

Pour la Poste, l'objectif de cette sous-traitance était de faciliter la poursuite de la politique de suppressions d'emplois et de réduction des horaires d'ouverture des bureaux de poste qui prépare la privatisation de l'entreprise.
Pour la RATP, il s'agissait de continuer à transformer le travail des agents de station que les réformes de ces dernières années et notamment l'automatisation de la vente de titres de transport ont vidé de sa substance.

Dans un tract diffusé par le PCF en septembre dernier, nous écrivions :

« N'est-il pas significatif qu'aucune des deux directions d'entreprise n'ait concrètement réfléchi aux problèmes de confidentialité, de sécurité et d'accessibilité pour tous que pose cette expérimentation ? Seul l'impératif de rentabilité semble une fois de plus avoir inspiré les auteurs de ce projet. »
« Parce qu'elles structurent la vie et l'organisation de notre société, les activités de Service Public ne peuvent pas être traitées comme une activité économique banalisée. Le respect des missions, le statut public des entreprises et l'existence d'un statut pour les personnels sont trois conditions d'un Service Public de qualité correspondant aux attentes des populations. Et c'est seulement dans ce cadre, sur la base de leur cœur de métier respecté, qu'on peut envisager des coopérations utiles entre les entreprises publiques comme la RATP et la Poste. »

PCF — FRONT DE GAUCHE

PCF - 2, place du colonel Fabien Paris 19e - tél 01 40 40 12 12 - E-mail : pcf@pcf.fr / Web : www.pcf.fr

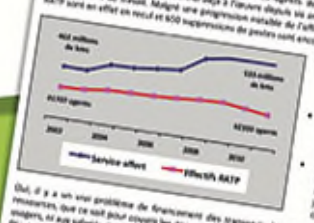
Ian BROSSAT, élu PCF à Paris
à la rencontre des salariés
du site de Championnet (75018)

Financement des transports franciliens :
CE N'EST NI AUX USAGERS, NI AUX SALARIÉS DE PAYER LA NOTE !

Alors que vient d'être décidée une importante et nécessaire extension du réseau de transports franciliens à travers la fusion des projets Grand Paris et Arc Express, des voix se font entendre de divers horizons pour réclamer la mise à contribution des usagers et des personnels des entreprises de transport.

Côté usagers, dans la foulée de la forte hausse décidée en juillet 2010 par le STIF (contre l'avis des élus communistes), on parle maintenant d'augmenter annuellement les tarifs de 3% à 5% au-delà du taux d'inflation, ce qui conduirait à un doublement de prix du transport sur 15 ans !
Cette orientation aboutirait en cause le droit à la mobilité pour tous, en éloignant des centaines de milliers d'habitants de la réduction de la place de la voiture particulière, condition sine qua non d'un développement soutenable pour notre région. Quant à l'usage des transports collectifs, à commencer par les plus modestes, il serait limité par les plus convaincus qui n'auraient d'autre choix que de payer.

Côté salariés, on entend dans la foulée du rapport Carrez sur le financement du Grand Paris « un accroissement de la productivité des opérateurs de transport ». Pour les agents de la RATP, cela signifierait l'aggravation d'une politique de réduction des dépenses de personnel déjà à l'œuvre depuis six ans, et qui a conduit à une dégradation notable de l'emploi et des conditions de travail. Malgré une progression notable de l'offre de transport (+17,4% en une décennie), les effectifs de la RATP sont en effet en recul et 600 suppressions de postes sont encore programmées pour 2012.



L'enjeu est triple :

- Celui de la qualité du service offert. Car elle dépend directement du nombre d'emplois mis en œuvre, du niveau des qualifications et des conditions de travail des personnels qui en sont la charge.
- Celui des mêmes sociales en vigueur en Ile-de-France. Car elles sont pour une large part déterminées par les contrats de Service Public comme celui que lie le STIF à la RATP (qui est le deuxième employeur de la région).
- Celui de la lutte contre le chômage. 2% de gains de productivité à la RATP couvrent c'est la règle aujourd'hui, c'est déjà 800 emplois de moins pour les jeunes chaque année ; combien devrait-il s'en voir que appellent à rechercher cette politique ?

Oui, il y a un vrai problème de financement des transports franciliens. Oui, il y a un vrai besoin de trouver de nouvelles ressources, que ce soit pour couvrir les dépenses d'investissement ou les coûts d'exploitation des réseaux. Mais ce n'est ni aux usagers, ni aux salariés de payer la note !
D'autres pistes existent :

- D'abord le réengagement financier de l'Etat. C'est justifié par la place particulière et stratégique qu'occupe l'Ile-de-France (région-capitale qui produit 29% du PIB du pays, mais ne reçoit que 23% du revenu disponible).
- Ensuite la mise à contribution de bénéficiaires réels des transports. En premier lieu les entreprises, dont le versement transport doit être augmenté bien au-delà des timides mesures décidées, tout en modulant son mode de calcul de façon à pénaliser les profils financiers et à favoriser l'emploi. En second lieu les grandes surfaces commerciales, les sociétés immobilières, les compagnies d'assurance auto qui tirent toutes avantage de l'existence des réseaux de transport collectif.
- Enfin par la mise en place à l'échelle régionale d'une politique de crédit sélectif et de tarification d'espèces, en articulation avec le secteur public bancaire.

A l'heure où l'on débat un plan de développement des transports et au moment où s'engagent avec le STIF les négociations sur le futur contrat qui entrera en vigueur au 1er janvier 2012, les communistes de la RATP en lien avec leurs élus régionaux seront particulièrement attentifs à ce que le débat sur le financement ne serve pas de prétexte pour agiguer des choix politiques qui tournent le dos aux vraies solutions d'avenir.

Parti Communiste Français – Section RATP – www.section-ratp.pcf.fr